

# Géopolitique d'Ebola

## Economie mondiale et sécurité internationale au risque des crises sanitaires



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint  
de Grenoble Ecole  
de Management  
Directeur de l'ESC  
Grenoble

**Une fièvre hémorragique qui s'est rapidement muée en véritable crise de santé publique internationale.**

L'Afrique de l'Ouest n'en a pas fini avec Ebola. Plus d'un an après avoir été officiellement déclarée par l'OMS, le 25 mars 2014, la chaîne de contamination n'est toujours pas maîtrisée. Le G7 réuni les 7 et 8 juin prochain en Allemagne y consacra d'ailleurs une partie de ses travaux. Si le pire n'est pas advenu, les conséquences de cette épidémie se font toujours sentir. Sa très forte médiatisation est certes liée à son importante létalité, les personnes contaminées trouvant la mort dans 50 à 80 % des cas. Mais aussi au risque qu'elle peut faire peser sur la stabilité des pays touchés. Elle reflète surtout la place accrue des questions sanitaires dans les relations internationales. Et, en creux, la fragilité potentielle de notre monde globalisé.

L'épidémie de fièvre liée au virus Ebola s'est déclarée en Guinée en novembre 2013. Il a cependant fallu attendre mars 2014 pour qu'elle se déclenche, c'est-à-dire que l'on assiste à l'augmentation rapide de son incidence. Elle se propage dès lors au Liberia et en Sierra Leone, puis dans des pays hors de la zone, comme l'Espagne et les États-Unis. "Cette fièvre hémorragique s'est ainsi muée en véritable crise de santé publique internationale", observe Jessica Some sur le site [les-yeux-du-monde.fr](http://les-yeux-du-monde.fr) (29/12/2014). "Ses implications sociales, humanitaires mais aussi économiques et sécuritaires ont suscité un vif intérêt des médias, des décideurs politiques et de l'opinion internationale, conduisant à des prévisions plus ou moins erronées." Le Center for Disease and Prevention américain va en effet jusqu'à prévoir près de 1,4 million de morts en moins d'un an. Au 23 mars 2015, l'OMS recense 24842 cas, dont 10299 mortels. Une mortalité certes tragique, mais concentrée lors du pic de l'épidémie, au 2<sup>e</sup> semestre 2014, lorsque plus de 1 000 nouveaux cas étaient dénombrés chaque semaine. Et surtout, d'un niveau nettement inférieur au paludisme, par exemple (qui cause entre 1,4 et 3 millions de morts par an), ou même à la grippe (entre 250 000 et 500 000 morts par an).

### De la santé à la sécurité internationale

Si la crise a pris une telle proportion, c'est en raison de sa diffusion au-delà de son foyer initial, en Afrique de l'Ouest et jusque dans les pays développés, par l'effet des flux migratoires. Soit un scénario catastrophe pour l'OMS, alors même que le virus Ebola est connu et surveillé depuis plus de vingt ans. Il n'est d'ailleurs pas anodin que les États-Unis décident d'envoyer des militaires sur place, et en nombre: 3 000 au Liberia, soit autant que l'ensemble des forces françaises mobilisées face à la menace islamiste dans la bande sahélo-saharienne.

Pour lutter contre la pandémie, les États-Unis envoient 3 000 soldats au Liberia, soit autant que la France, dans le même temps, face à la menace islamiste au Sahel...

Sur son blog *Défense en ligne* (10/10/2014), Philippe Leymarie, journaliste au *Monde diplomatique*, propose cette analyse de la position américaine: "Faisant valoir qu'en Afrique de l'Ouest 'les hôpitaux, cliniques, centres de traitement sont dépassés, laissant les gens mourir dans la rue', et que 'les systèmes de santé publique sont prêts de s'effondrer', Barack Obama, devant l'assemblée générale de l'ONU, le 25 septembre [2014], avait appelé l'ensemble du monde à la rescousse, affirmant que 'seule l'Amérique a la capacité et la volonté de mobiliser le monde contre les terroristes de Daesh', de 'battre le rappel mondial contre l'agression russe', et de 'contenir et anéantir l'épidémie d'Ebola'. 'C'est un exemple de ce qui se passe quand l'Amérique prend le leadership pour affronter les plus grands défis mondiaux', avait-il conclu. Un discours aux traditionnels accents hégémoniques, sans doute destiné à convaincre surtout l'opinion américaine (qui avait élu ce président démocrate pour qu'il les tire des mauvais pas internationaux, plutôt que de les y ramener). Mais qui met pour la seconde fois un problème de santé publique au même rang que les grands conflits diplomatiques et militaires du moment." La première fois était en 2000, lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU avait évoqué pour la première fois les menaces que pouvait générer le sida en Afrique, "avec des conséquences comme l'affaiblissement des armées nationales dans les pays les plus touchés par la maladie (au risque de ne pouvoir assumer leurs responsabilités en matière de surveillance des frontières, de dissuasion, etc.), ou l'impossibilité pour ces derniers de fournir aux forces internationales les contingents de paix promis."

### Quand la peur s'empare des économies...

De son côté, la Banque mondiale a très rapidement analysé les conséquences économiques de l'épidémie. Un premier rapport publié le 8 octobre 2014 fait état d'un risque de perte de croissance compris entre 2,2 et 7,4 milliards de dollars pour l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest sur l'année 2014. Outre de moindres rentrées fiscales, une aggravation des déficits publics et une hausse des prix, "la maladie et la mortalité pèsent à la fois sur les systèmes de santé et les outils de production des pays en amoindrissant la force de travail de manière temporaire ou définitive". Dans sa dernière note (18/05/2015), la Banque mondiale relève que la crise continue "de paralyser les économies de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone, malgré la baisse significative du taux de contamination constatée dans ces trois pays". Selon ses estimations, "le manque à gagner du fait de l'épidémie se chiffrera en 2015 à 1,6 milliard de revenus pour les trois pays". Pour y faire face, elle a mobilisé un montant total de 1,62 milliard de dollars à l'appui des efforts de lutte contre l'épidémie et de redressement de l'économie des pays les plus éprouvés par Ebola.

Aux effets, réels, de la maladie s'ajoute la peur de la contagion: une peur qui a des incidences économiques directes.

D'autant qu'aux effets, réels, de la maladie s'ajoute la peur de la contagion. Contagion locale bien sûr, mais également crainte d'une propagation insidieuse aux populations et donc aux économies africaines, occidentales et asiatiques. Surnommé "l'indice de la peur", l'indice Vix, qui mesure la volatilité des marchés d'actions aux États-Unis, a bondi de 100 % au plus fort de la crise, en octobre 2014. La société London Mining, deuxième plus important producteur de minerai de fer de Sierra Leone illustre les effets possibles d'une telle crise: après avoir dû revoir ses prévisions d'extraction à la baisse au mois d'août 2014, le cours de ses actions a chuté de 80 % le 8 octobre à la Bourse de Londres, contraignant son conseil d'administration à demander le placement de la société sous tutelle judiciaire. Son principal concurrent, le géant ArcelorMittal, a renoncé dans le même temps à un projet d'agrandissement d'une mine exploitée au Liberia, qui devait voir tripler sa production de minerai de fer.

De nombreux secteurs peuvent en effet subir de plein fouet une telle crise: extraction minière et agroalimentaire (en particulier les matières premières agricoles comme le cacao), transport et tourisme. "Sitôt les premiers cas d'Ebola recensés ailleurs qu'en Afrique, les cours de certaines compagnies aériennes ont reculé en Bourse, rappelle le magazine *Valeurs actuelles* (30/10/2014). Comme ce fut le cas, le 7 octobre [2014], à la Bourse de Londres après la découverte d'un cas en Espagne, qui s'est traduit par un plongeon de 7 % du cours d'International Airlines Group, la

maison mère de British Airways et d'Iberia; comme le 1<sup>er</sup> octobre aux États-Unis, avec le recul de plus de 3 % des compagnies aériennes Delta Air Lines et American Airlines". Quant au groupe français Bolloré, il a vu ses actions perdre 18 % de leur valeur en un mois, les investisseurs ayant anticipé une baisse du chiffre d'affaires de sa filiale Bolloré Africa Logistics. L'effet domino est donc évident. Déjà lors des épidémies de Sras et de grippe H1N1, le trafic aérien mondial avait baissé de 2,6 % - et même de 32 % pour le trafic vers l'Asie entre avril 2003 et avril 2002!

### La mobilisation des pays développés

Certaines ONG ont certes critiqué la lenteur de la réaction initiale de la communauté internationale, et en particulier de l'OMS. Ainsi Médecins sans frontières (MSF), dont le rapport *Poussés au-delà de nos limites* (mars 2015), qui retrace "une année de lutte contre la plus vaste épidémie d'Ebola de l'Histoire", fustige ceux qui ont "ignoré les appels à l'aide et ont réagi avec retard". Il est vrai que, sur le terrain, la situation est rapidement critique. "Présente en première ligne dès sa découverte, explique *Le Monde* (24/03/2015), MSF s'est vite rendu compte que celle-ci était hors norme, avec une multitude de foyers et une extension hors des zones forestières vers les grands centres urbains, favorisée par les mouvements de populations transfrontaliers." Il faut attendre le 8 août 2014 pour que l'OMS déclare que l'épidémie en cours est une "urgence internationale". Critiquée dans le passé pour avoir diffusé des messages d'alerte ayant suscité une mobilisation et des dons "inutiles", il est vrai que l'organisation internationale s'est montrée prudente. Mais dès lors, la mobilisation des États s'enclenche, et constitue encore aujourd'hui l'une des plus importantes face à un problème sanitaire. Et ce sont des laboratoires français, britanniques et américains qui travaillent d'arrache-pied à la mise au point de traitements et vaccins contre le virus.

L'usage des fonds de secours reste toujours sujet à caution: des associations comme l'AGT guinéenne estiment que seuls 3 % des dons pour la lutte contre l'épidémie peuvent être tracés jusqu'aux actions de terrain. Mais la Banque mondiale s'est engagée à créer un nouveau mécanisme de riposte d'urgence aux pandémies, afin que la communauté internationale soit mieux préparée aux situations d'urgence sanitaire. Il devrait permettre, le cas échéant, d'acheminer plus rapidement les fonds. Nul doute qu'il soit mobilisé à l'avenir. Dans notre monde globalisé, en matière sanitaire aussi, s'applique la théorie du chaos: le battement d'ailes d'un papillon peut déclencher une tornade à l'autre bout de la planète... ■

**Pour aller plus loin:** "Ebola, une affaire de sécurité nationale", par Philippe Leymarie, in *Défense en ligne*, blog hébergé par *Le Monde diplomatique*, 10/10/2014; "Ebola. Quand la peur s'empare des économies", par Frédéric Paya, in *Valeurs actuelles*, 30/10/2014; "Ebola: géopolitique d'une épidémie", par Jessica Some, *les-yeux-du-monde.fr*, 29/12/2014.

### EXTRAIT:

**Ebola, 'arme géopolitique'? Points de vue africains** "Dans les pays les plus touchés, l'opinion est tentée par la défiance, voire par le déni. Il ne manque pas de voix en Afrique même pour affirmer que le virus Ebola est utilisé comme une nouvelle arme géopolitique par les grandes puissances, en leur fournissant un nouveau motif d'intervention. Un magazine aussi modéré que *Jeune Afrique* (5 octobre) peut évoquer, à propos de la multiplication d'opérations militaires étrangères sur le continent, 'une recolonisation sécuritaire de l'Afrique, et bientôt sanitaire, si Ebola est pris en charge en tant que menace mondiale', même si elle a été quelque peu dissimulée par les crimes des 'décapiteurs' du Djurdjura algérien et du Daesh syro-irakien. 'Avez-vous remarqué, écrit François Soudan, le directeur du journal, comme Barack Obama passe du terrorisme à Ebola, d'un virus à l'autre, avec les mêmes mots: "anéantir", "éradiquer", "danger mondial"? Pour certains, le virus pourrait être un châtement divin, voire une invention des Blancs qui l'auraient introduit intentionnellement, pour enrayer la démographie africaine, affaiblir des pays qui font pour la plupart figure de 'scandales géologiques' (Sierra Leone, Guinée, Congo-RDC), tellement ils regorgent de métaux rares, afin de mieux leur extorquer leurs richesses..." (Philippe Leymarie in *Défense en ligne*, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) et sur <http://notes-geopolitiques.com>